

**RAPPORT SPINETTA****UNE POLITIQUE ANTI-FERROVIAIRE**

Le rapport Spinetta a été officiellement présenté le 15 février 2018. Les préconisations qu'il contient, si elles étaient retenues, porteraient un coup sérieux aux cheminots, aux usagers, aux chemins de fer français.

Ce rapport, commandé par le gouvernement, constitue la 4^{ème} mauvaise proposition après le projet de loi Maurey/Nègre, les assises des mobilités et le rapport Duron. Les professionnels du service public ferroviaire que sont les cheminots, et les usagers qui, eux, en sont les premiers utilisateurs, n'ont donc, pour l'heure, pas été entendus.

Ce rapport vient confirmer la politique anti-ferroviaire du gouvernement et de la direction SNCF.

Depuis plusieurs mois, la Fédération CGT des cheminots pose la question : « **POURQUOI** veulent-ils en finir avec le train public ? » Ce rapport répond à la question « **COMMENT** veulent-ils en finir ? »

QUELS SONT LES GRANDS AXES DU RAPPORT SPINETTA ?

- Ouverture à la concurrence,
- Transfert obligatoire des cheminots vers les entreprises ferroviaires qui remporteraient un appel d'offres,
- Possibilité de mettre un terme aux recrutements à Statut,
- Filialisation du Fret SNCF,
- Fermeture des lignes jugées non rentables et concentration des moyens sur les métropoles,
- Transformation des EPIC Mobilités et Réseau en Sociétés Anonymes,
- Amplification de l'externalisation des fonctions dévolues à l'EPIC de tête.

Au-delà des attaques contre les conditions sociales des cheminots qui sont inacceptables, ces préconisations constituent une attaque inédite contre le transport ferré public et contre celles et ceux qui, au quotidien, font le choix du train, quel que soit la région ou le territoire.

La Fédération CGT des cheminots redit que d'autres choix sont possibles et nécessaires, tant sur l'organisation de l'entreprise publique, son désendettement, son efficacité et son fonctionnement, permettant de répondre aux besoins des populations.

Il faut maintenir et développer le service public ferroviaire, pas le saborder.

Le gouvernement s'apprête donc à confisquer à la Nation son entreprise publique ferroviaire.



Par le passé, de nombreux rapports ont fini dans les archives des ministères. Il reste encore de la place dans les armoires et sur les étagères.

C'est donc avec conviction et détermination que la Fédération CGT des cheminots abordera les rencontres prévues avec le ministère dans les jours et semaines à venir.

Si d'aventure, le gouvernement décidait de reprendre ces mauvaises propositions et tentait le passage en force, la Fédération CGT, avec les cheminotes et les cheminots, mettrait tout en œuvre afin d'envisager un autre avenir pour le service public ferroviaire que celui tracé par la direction de la SNCF et le gouvernement.

**« La SNCF, certains veulent la descendre,
nous, on la défend ! »**

